

SILENCE SUR LA CORRUPTION



HAMILTON DE OLIVEIRA

Presque sept personnes sur dix dans le monde estiment que leur gouvernement ne lutte pas efficacement contre la corruption, selon Transparency International. Pis : les partis politiques et les Parlements seraient plus corrompus que les milieux d'affaires et les administrations, police incluse.

Alors, tous pourris ? Le fait est que, depuis l'entrée en vigueur en 1999 de la convention de l'OCDE contre la corruption, ratifiée par 35 pays dont la France, ce fléau n'a guère faibli. La Banque mondiale

estime que 200 milliards de dollars, soit l'équivalent de 3,5 % du montant total des achats publics mondiaux, sont payés chaque année sous forme de pots-de-vin. Et l'addition atteindrait entre 4 et 10 % de ce montant, autour de 1 % du PIB mondial, si l'on prenait en compte les surcoûts de production liés au manque d'efficacité des entreprises choisies.

Et la France ? Elle ne fait pas partie des pays les plus vertueux. Contrairement à ce qui se pratique ailleurs, notre gouvernement ne maintient pas une liste d'entreprises exclues, ne serait-ce que temporairement, des marchés publics. *L'e-procurement*, qui consiste à utiliser l'outil informatique pour diffuser à moindre coût et dans une plus grande transparence les appels d'offres, recueillir les soumissions ou publier en ligne les

vainqueurs, ne progresse que lentement, malgré la pression de la Commission européenne. Autre exception française : un tiers des marchés publics sont encore négociés de gré à gré, en contradiction totale avec les conventions internationales que nous avons signées. Il n'existe pas non plus de base de données, accessibles à tous, qui recenserait au niveau national les informations sur les marchés pour permettre à la collectivité de repérer des écarts de prix abusifs. Enfin, ceux qui sont chargés des achats n'ont aucune incitation à économiser l'argent public puisque leur rémunération est indépendante de leur performance, contrairement à ce qui se fait en Angleterre.

Si un système aussi inefficace perdure, c'est notamment parce que la volonté politique de l'amender fait défaut. Sur ce point, la France n'est pas un cas unique. Lorsqu'on interroge les hommes d'affaires à travers le monde, ils déclarent que les paiements illicites aux partis politiques sont rares dans les régimes autoritaires, mais courants dans les pays libres. Il est bien sûr vital de financer le pluralisme en politique, il est néanmoins coûteux pour la collectivité et dangereux pour la démocratie de le faire avec l'argent de la corruption. Là-dessus, les candidats à la présidentielle sont silencieux.

“Un tiers des marchés publics sont encore négociés en totale contradiction avec les conventions internationales.”